

L'islam : encore et toujours...

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 18 octobre 2019

Les débats sur la bioéthique, la manifestation du 6 octobre ont été, à juste titre, récemment au centre de nos préoccupations. L'actualité récente vient replacer, douloureusement, en pleine lumière, la question de l'islam et force est de constater qu'un nouveau palier dans l'expression de la corruption mentale de notre classe politique et médiatique vient d'être franchi.

Trois événements, sur les deux dernières semaines, ont retenu notre attention.

Le 28 septembre, Eric Zemmour prononçait un discours mémorable à la Convention de la droite. Cris d'horreur et d'épouvante : au motif que le journaliste ose dénoncer le danger que représente, sur notre sol, la double menace de l'immigration massive ajoutée à l'islam, les censeurs réclament sa tête pour « incitation à la haine ». Lui peut être la cible de toutes les haines journalistiques, ce n'est pas un problème, car c'est autorisé voire recommandé par les autorités politiques et judiciaires.

Moins de cinq jours plus tard, survient l'attaque de Mickaël Harpon à la préfecture de Paris : 4 morts. On a eu beau faire, et tenter de faire passer la pilule du dérangement psychiatrique, laisser planer le doute sur ses motivations profondes, la supercherie n'a pu être maintenue très longtemps, et l'affaire s'est muée en scandale d'Etat : un converti radicalisé travaillait depuis des mois au cœur de la machine étatique, dans les services les plus confidentiels du pays, et avait notamment accès aux fichiers des radicalisés. Dans toute démocratie normalement constituée, cela aurait dû entraîner la chute, *a minima*, du ministre incriminé, Castaner, et normalement celle du gouvernement. Mais il ne faut ni stigmatiser, ni amalgamer ce qui n'est finalement qu'un regrettable accident de parcours, guère plus.

La série infernale continue : une polémique d'ampleur nationale s'ouvre avec l'affaire Julien Odoul, l'élus qui a osé faire remarquer à une mère accompagnatrice scolaire, voilée dans une séance du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, qu'elle n'avait pas à l'exhiber ainsi dans un lieu public.

Dans toutes ces affaires, un point commun, un fil rouge, une obsession : ménager l'islam, caresser les croyants dans le sens du poil, rappeler avec obstination que l'islam n'est pas un problème, que *nous* sommes le problème. Philippe d'Iribarne a brillamment démonté ce mécanisme de victimisation dans son ouvrage récent sur l'islamophobie. La tyrannie de la précaution langagière fait sentir tous ses effets, et c'est un véritable concours de démission- soumission, de la part de la classe politique et des journalistes. Gérard Larcher nous explique sur France 2, après avoir appelé à la fermeté sur la loi de 1905, qu'il ne voit aucun problème au voile dans la rue, tandis qu'Emmanuel Macron ressort sa tenue d'équilibriste pour nous expliquer qu'il refuse le « raccourci fatal entre terrorisme et islam », qu'il faut lutter « contre le communautarisme », mais « sans stigmatiser ». Traduction : ne rien faire. La palme revient à Laurence Ferrari, qui a enfourché le cheval blanc de la bonne conscience en se prenant pour Zola dans l'Affaire Dreyfus, pour attaquer Julien Odoul au son d'un vibrant « Vous n'êtes pas honteux ? »

On essaye de faire pleurer dans les chaumières : la femme voilée ainsi mise en cause veut porter plainte, son fils présent lors de l'altercation est traumatisé et voit un psychologue. Remercions Nadine Morano pour son franc-parler, qui remet, une fois de plus, les pendules à l'heure en rappelant que dix jours après l'attentat de la préfecture et l'assassinat de 4 policiers, il y a une certaine indécence à mentionner les larmes de ce gosse quand des orphelins pleurent leurs parents assassinés au couteau.

Dans ce genre de situation, le bon sens est une chose assez bien partagée chez nos concitoyens. Il suffit de lire les commentaires postés sur à peu près tous les sites d'information : on ne veut plus de cette soupe infâme qui prétend nous expliquer qu'il n'y a pas de problème avec l'islam, que l'ennemi c'est le radicalisme

et rien que lui, que la France est une terre d'accueil et autres argumentaires ressassés jusqu'à la nausée. Au quotidien, les Français vivent une islamisation qui est une évidente réalité, comme nous le dénonçons dans notre dernier ouvrage, [*Chronique de l'islamisation ordinaire de la France*](#). Ils ne peuvent accepter la lâcheté de leurs représentants politiques qui n'osent affronter le mal en face.

Aujourd'hui, règne un véritable intégrisme journalistique et politique, qui passe son temps, avec obstination, à absolutiser l'islam comme religion de paix, de tolérance et d'amour. C'est un credo qu'il est interdit de défier, sous peine de condamnation. Au sens propre, et non plus au sens figuré, au point qu'Eric Zemmour a même choisi d'en appeler à la Cour européenne des droits de l'homme tant deviennent absurdes, en France, les atteintes à notre liberté de penser et de s'exprimer quand on touche à l'islam.

Zemmour est un brillant journaliste, qui assume ses positions. Qui se décidera à assumer enfin, politiquement, cette fermeté de langage ?

François Billot de Lochner

Président de *Liberté politique* et de *France Audace*

Retrouvez nos publications exclusives sur l'islam :

[Chronique de l'islamisation ordinaire de la France](#)

[L'islam en question](#)